

# Poutine sans opposition

Entretien avec Clémentine Fauconnier

*par Florent Guénard*

---

**Les réformes constitutionnelles en Russie ces dernières années et les lois bridant toutes les formes de contre-pouvoir ont eu raison de l'opposition politique à Poutine, dont le pouvoir ne peut plus être contesté. De quoi alimenter le divorce avec une société civile de plus en plus méfiante.**

---

**Clémentine Fauconnier** est maîtresse de conférences en science politique à l'Université de Haute Alsace et rattachée au laboratoire SAGE (sociétés, acteurs et gouvernement en Europe). Elle a consacré sa thèse au parti politique ultramajoritaire, Russie unie qui soutient Poutine, et publié en 2019 *Entre le marteau et l'enclume, la fabrication d'une hégémonie partisane, dans la Russie de Poutine*.

**La Vie des idées :** Les réformes constitutionnelles en Russie opérées par V. Poutine semblent peu à peu avoir détruit toute forme de contre-pouvoir. Quelles sont-elles et comment ont-elles été rendues possibles ?

**Clémentine Fauconnier :** Les deux sont, en fait assez dissociés. Les réformes constitutionnelles ont surtout été l'un des instruments, pas le seul, pour permettre son exceptionnelle longévité à la tête du pays.

Selon la Constitution russe, le Président ne peut pas effectuer plus de deux mandats consécutifs. Dès sa première élection en mars 2000, Vladimir Poutine, alors

âgé de 48 ans, assure qu'il ne modifiera pas la Constitution pour se maintenir au pouvoir. Il tient en partie sa promesse puisqu'en 2008 – à l'issue de ses deux premiers mandats – il laisse le fauteuil présidentiel à un de ses hommes de confiance, Dmitri Medvedev – dont il devient le Premier ministre. À ce moment, le système est déjà suffisamment verrouillé pour que l'éventualité d'un échec électoral ne se pose même pas. La première modification constitutionnelle intervient en 2008 : elle allonge de quatre à six ans le mandat présidentiel et ne concerne pas l'unique mandat de Dmitri Medvedev. En effet, à partir de 2012, Poutine a constitutionnellement le droit d'effectuer un troisième mandat – non consécutif de ses deux premiers – puis un quatrième, commencé en 2018 et qui doit s'achever en 2024. Le coup de théâtre de l'année 2020, qui rend légal le maintien de Poutine à la présidence pour 12 années supplémentaires, s'est effectué via une réforme somme toute assez superficielle de la Constitution, dans le sens où elle ne remet pas en cause l'équilibre institutionnel existant. Simplement les changements apportés – qui voient pour l'essentiel l'introduction de mesures sociales et économiques dans le texte constitutionnel – ont servi de prétexte pour qu'une députée du parti majoritaire *Russie unie*, l'ancienne cosmonaute Valentina Terechkova, propose de « remettre les compteurs à zéro ». Il ne s'agit pas de revenir sur la limitation des deux mandats consécutifs, mais d'offrir une dérogation à Vladimir Poutine en lui donnant exceptionnellement la possibilité d'enchaîner directement un cycle de deux nouveaux mandats à partir de 2024. Les arguments avancés restent flous : garantir la stabilité en des temps troublés, une situation – non tout à fait définie – qui l'exige et à la condition que les citoyens soutiennent la proposition. Appelés à se prononcer entre les 25 juin et 1<sup>er</sup> juillet 2020 – la situation sanitaire due au covid impliquant d'étendre le scrutin sur plusieurs jours – ils sont près de 78% à répondre par l'affirmative. C'est ainsi que sans formellement avoir modifié la Constitution à ce sujet, Vladimir Poutine peut prétendre à un cinquième puis un sixième mandat qui le conduiraient à rester à la présidence jusqu'en 2036. Il aura alors 84 ans.

Ainsi les réformes constitutionnelles qui malgré tout demeurent assez rares et de faible ampleur ont peu à voir avec l'affaiblissement des contre-pouvoirs. Pour cela, les dirigeants russes ont plutôt eu recours à un arsenal de lois ordinaires. Ainsi la législation sur les partis et les élections par exemple a eu pour effet, dès le début des années 2000, de refonder par le haut l'offre politique en favorisant une opposition dite « constructive » de fait loyale au pouvoir et en marginalisant l'opposition dite « hors-système ». Ces réformes sont très nombreuses et ont connu des inflexions notables au fil des années si bien qu'il n'est pas possible d'en restituer ici le contenu exhaustif. Elles concernent, par exemple, pour les partis l'obligation d'être implantés, avec un nombre

minimal d'adhérents exigé, sur l'ensemble du territoire, interdisant de fait les partis régionaux. De même le passage au scrutin proportionnel intégral pour les élections législatives de 2007 et 2011 avec un seuil de représentativité fixé à 7% a réduit très fortement le nombre de forces politiques représentées, notamment les élus sans étiquette jusque-là nombreux. Ainsi depuis 2007, Russie unie obtient la majorité absolue des sièges – et à l'exception de la mandature 2011-2016 la majorité des deux tiers – lorsque trois autres organisations partisanses – le Parti communiste, Russie Juste et le Parti libéral démocrate de Russie – se partagent l'essentiel des sièges restants.

À partir de 2012, la loi dite « sur les agents de l'étranger » a permis de mettre sous pression un nombre grandissant d'acteurs, à commencer par les ONG ayant une « activité politique » – au sens le plus large et le plus flou du terme – tout en bénéficiant de financements étrangers même minimes. En plus de faire peser sur ces structures un label infamant, cette loi les place aussi sous une pression administrative forte puisqu'elles se voient soumises à des contrôles financiers et comptables serrés qui les exposent, en cas de non-respect de la législation, à des amendes importantes voire un emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans pour leurs dirigeants. Amendée à plusieurs reprises, la loi s'étend désormais aux médias, aux organisations sans personnalité juridique et même aux citoyens ordinaires.

Enfin, n'oublions pas le volet le plus répressif déployé à l'encontre des contre-pouvoirs jugés les plus dangereux, les plus coriaces ou les plus symboliques : assassinats ou tentatives d'assassinats de journalistes, de défenseurs des droits de l'homme ou d'opposants. Si numériquement l'ampleur de cette dimension plus directement coercitive de l'autoritarisme poutinien n'a rien à avoir avec celle qui a été développée à l'époque soviétique, elle est suffisante pour servir de signal et freiner en partie les ardeurs de ceux qui cherchent à s'opposer au pouvoir en place.

***La Vie des idées : Existe-t-il en Russie un fossé entre le pouvoir politique et une société qui, par méfiance, se serait peu à peu éloignée d'une sphère oligarchique ?***

**Clémentine Fauconnier :** Oui et ce, dès le tout début des années 1990, lorsqu'une petite partie de la population a réussi à tirer les bénéfices de l'immense bouleversement qu'a été la chute de l'URSS face à une majorité confrontée à de très grandes difficultés économiques et sociales.

Contrairement à ce qui est souvent dit, notamment par les dirigeants eux-mêmes, je ne pense pas que la société russe soit dans son ensemble apathique et dépolitisée. Simplement elle nourrit depuis longtemps un grand sentiment de méfiance et de défiance face au jeu politique. Les institutions officielles sont encore aujourd'hui vues comme corrompues et donc potentiellement menaçantes pour la plupart des citoyens qui préfèrent le moins possible y avoir affaire.

Il faut ajouter à cela une législation de plus en plus contraignante – sur les partis, les élections, les associations – qui empêche également que le pluralisme de la société – qui est bien réel – et sa vitalité puissent s'exprimer et avoir une réelle existence institutionnelle. J'ai pu constater pour ma part en enquêtant au sein de *Russie unie* – parti politique majoritaire créé en 2001 pour soutenir Vladimir Poutine – à quel point le discours tenu, même à la partie la plus légitimiste de la population, par les autorités était paradoxal. Sur le papier, les dirigeants du parti encourageaient le militantisme, l'activité des citoyens, des jeunes. En réalité la plupart des initiatives se voyaient fermement découragées et il n'y avait pas par ailleurs, contrairement à l'époque soviétique, de volonté de réellement mobiliser la population. Je dirais ainsi, en schématisant un peu, qu'il s'agit là d'un désintérêt, d'une méconnaissance et d'une défiance mutuelle entre les représentants du pouvoir et une société plurielle qui a beaucoup changé.

Ces dernières années, ce divorce se manifeste par une hausse de l'émigration de la part des groupes sociaux les plus éduqués. Le choc de la guerre en Ukraine, des sanctions économiques et mesures répressives qui ont suivi n'a fait qu'accélérer cette tendance. La capacité du système à se maintenir dans ces conditions est cruciale. Certes dès les années 2000, ce sont des ressorts coercitifs qui ont pour l'essentiel permis au système Poutine de se mettre en place et de se maintenir. Mais ceux-ci étaient contrebalancés à la fois par le maintien de poches de liberté – notamment jusqu'à récemment sur Internet – et une croissance économique qui voyait une amélioration des conditions de vie pour la population. Si la dimension répressive est de plus en plus présente depuis le retour à la présidence de Poutine en 2012, le durcissement spectaculaire occasionné par le déclenchement de la guerre en Ukraine invite à se demander si l'État russe est en mesure de réellement maîtriser à ce point la société, en l'absence notamment de réelles structures d'encadrement et d'une idéologie mobilisatrice.

***La Vie des idées : Russie unie, le parti de V. Poutine, a-t-il une représentativité ou ne s'est-il implanté dans la société que parce que l'opposition est muselée ?***

**Clémentine Fauconnier :** *Russie unie* vise avant tout à capter les voix des électeurs pro-Poutine pour les scrutins autres que présidentiels. Le parti est ultra-majoritaire à tous les échelons du pouvoir depuis le milieu des années 2000. Il détient en effet sans discontinuer la majorité des sièges à la Douma, la chambre basse du parlement russe, depuis près de vingt ans et depuis quinze ans près des deux tiers des sièges dans les parlements régionaux. Le principal argument de légitimation du parti est le soutien à Poutine avec des programmes volontairement peu détaillés et peu clivants, afin de pouvoir ratisser le plus large possible. Il faut cependant préciser que depuis le début l'électorat de Poutine est plus large que celui de *Russie unie* et que, en dépit de ses scores impressionnants, *Russie unie* suscite une très grande détestation. L'opposant Alexeï Navalny ne s'y est pas trompé lorsqu'en 2011 il a qualifié *Russie unie* de « parti des escrocs et des voleurs ». Visant les fonctionnaires corrompus et les entrepreneurs intéressés qui se font élire sous le label du parti du pouvoir, l'expression a eu un succès immédiat et a été très largement reprise lors du mouvement de protestation qui a suivi les élections législatives de cette même année.

Cette situation paradoxale de *Russie unie* s'inscrit tout d'abord dans la tradition longue de la personnalisation du pouvoir qui veut que le rapport dégradé et défiant aux institutions soit compensé par la figure du bon dirigeant, ou plus précisément ici du bon Tsar. Par ailleurs – et en dépit de quelques initiatives qui sont restées marginales – *Russie unie* est vu à juste titre davantage comme une machine électorale que comme une organisation de masse qui à l'instar du Parti communiste aurait un réel rôle dans la vie politique, un réel ancrage social, une réelle offre programmatique ou encore constituerait un moyen d'ascension sociale pour ses cadres et ses militants. L'essentiel de la vie politique russe passe en fait par d'autres canaux.

Comment alors expliquer ces scores ? Outre la référence à Vladimir Poutine, il faut mentionner une législation électorale très habile et constamment réadaptée qui permet de jouer de façon très efficace d'une plus ou moins grande abstention, d'une plus ou moins grande fragmentation de l'opposition. Ce à quoi il faut ajouter bien sûr l'exclusion de la frange démocrate la plus protestataire – incarnée notamment par Navalny et ses soutiens – qui se voient opposer la plupart du temps toutes sortes d'obstacles, y compris pour les élections locales, ce qui décourage leurs partisans de voter. Pour les élus au scrutin majoritaire – la moitié des députés à la Douma et dans la plupart des régions et localités – l'ancrage local peut être valorisé tout comme la capacité du parti à attirer des notables connus, respectés et/ou disposant d'un réseau suffisamment puissant pour se faire élire.

Enfin, en tant que « parti du pouvoir », selon la terminologie couramment utilisée dans la langue russe, *Russie unie* bénéficie du soutien des administrations en période électorale. Ce soutien est multiforme. Il peut s'agir par exemple d'octroyer à *Russie unie* des conditions particulièrement favorables pour faire campagne : en autorisant un meeting en centre-ville par exemple là où les autres partis devront se satisfaire de lieux moins porteurs. On peut citer également des mesures incitatives à destination des populations les plus dépendantes de l'État et les plus enclines à avoir un vote légitimiste : en proposant aux retraités des sorties le jour du scrutin avec, au programme, un passage par le bureau de vote. Il existe, toute, une gamme de stratégies plus coercitives qui visent d'autres catégories de populations dépendantes – pour d'autres raisons – des administrations : les fonctionnaires et les chefs d'entreprises qui seront très fortement incités à appeler leurs administrés ou salariés à aller voter.

***La Vie des idées* : Les références à la Grande Guerre patriotique et, de manière générale, à l'histoire russe sont nombreuses dans le discours public. Ont-elles réellement un effet de mobilisation sur la population, notamment sur les jeunes générations ?**

**Clémentine Fauconnier** : Les références à l'histoire tiennent une place grandissante dans les discours et stratégie de légitimation du pouvoir. Si la victoire soviétique sur les Nazis est devenue l'événement clé, fêté et quasi-sacralisé par les dirigeants, on peut souligner que très rapidement, Vladimir Poutine a souhaité également mettre en valeur des épisodes de l'histoire impériale. Ainsi en 2005, le jour férié commémorant la révolution bolchévique a été remplacé par une célébration de la victoire des Russes contre les occupants polonais et lithuaniens en 1612, rebaptisé « jour de l'unité nationale » et fêté le 4 novembre. On voit bien ici une volonté de déconflictualiser et de dépolitiser au maximum le passé. En effet, il s'agit tout d'abord de préférer la commémoration de victoires contre des ennemis étrangers à celle d'évènements révolutionnaires qui par définition ont divisé la population. Ensuite la référence à la fois aux périodes tsariste et communiste tend à promouvoir une conception beaucoup plus linéaire de l'histoire russe en réconciliant des périodes a priori contradictoires au service de l'image d'une grande Russie éternelle.

Avant d'évoquer les enjeux liés à la mobilisation de la population, l'investissement de l'histoire – notamment celle de la Grande guerre patriotique – est tout d'abord une affaire de censure et d'imposition d'une vérité d'État. Il est de plus en plus difficile pour les historiens de nuancer ou de questionner l'histoire officielle. En 2020, les modifications apportées à la Constitution ont justement inclus un nouvel

article assignant à l'État le devoir de « protéger la vérité historique » et interdisant de « déprécier l'exploit du peuple dans la défense de la patrie ».

Ces contraintes, dont je ne cite qu'une partie, ont pour effet une méconnaissance grandissante notamment pour la jeune génération de l'histoire russe et ouvre ainsi une brèche dans laquelle la communication officielle peut aisément s'engouffrer. On voit ainsi dans les enquêtes d'opinion une corrélation entre, d'une part, des appréciations plutôt positives associées à la figure de Staline et, d'autre part, une méconnaissance de ses actions les plus sanglantes comme les purges menées dans les années 1930.

Quant aux effets des références à la Grande Guerre patriotique sur la population, certains dispositifs ont été particulièrement efficaces parmi lesquels le Régiment immortel qui incite les citoyens à défiler le jour de l'armistice, le 9 mai, en brandissant le portrait d'un de leurs ancêtres ayant vécu la guerre. Le tout est très spectaculaire, efficace et permet de façon redoutable de faire se rencontrer les histoires collectives et subjectives. Ajoutons enfin que le 9 mai, c'est la victoire qui est fêtée en Russie, bien plus que la paix. Les dirigeants savent ainsi bien utiliser un sentiment de fierté, et de défiance vis-à-vis d'un Occident jugé insuffisamment reconnaissant, qui rencontre un écho auprès d'une population en mal de repères après tous les bouleversements des trois dernières décennies.

***La Vie des idées : V. Poutine exerce en Europe une sorte de fascination chez certains dirigeants ou politiques. Mais est-il considéré en Russie comme un bon dirigeant ? Ses discours, souvent simplistes et caricaturaux, ont-ils une influence réelle sur les comportements de ses concitoyens ?***

**Clémentine Fauconnier :** Il est très difficile d'interpréter les résultats des enquêtes d'opinion publique en Russie, même pour les institutions les plus indépendantes, la plus connue étant le Centre Levada. En effet on peut supposer que les personnes interrogées sont plus prudentes dans leurs réponses qu'on le serait en France par exemple. On peut néanmoins repérer certaines variations : une baisse de la cote de popularité supposée de Vladimir Poutine à partir de 2008-2009 et une brusque remontée au moment de la Crimée.

Qu'elle soit gonflée ou pas, il y a deux choses à préciser sur la popularité de Poutine. Tout d'abord il s'agit d'une popularité relative : les enquêtes depuis le début des années 2000 se disent « plutôt satisfaits » bien plus fréquemment que « très satisfait ». Par ailleurs les opinions positives sont très étroitement associées à l'idée

qu'il n'y a pas d'alternative et qu'on peut donc le considérer comme un bon dirigeant par défaut, ou faute de mieux.

Il faut encore redire à quel point les années 1990 ont été un traumatisme. Plus précisément c'est une période très controversée : parenthèse de liberté et d'espoir, mais aussi difficultés, désordre, insécurité, peur du lendemain, sentiment d'humiliation au plan géopolitique. Poutine continue de capitaliser sur cette mémoire – désormais transmise aux plus jeunes – en agitant le spectre d'un retour aux années 1990 s'il devait être balayé par une alternance ou une révolution.

Contrairement aux images qui peuvent nous parvenir, il n'y a pas réellement de culte de la personnalité autour de Poutine. Il y a des entreprises de communication, les photos célèbres du Président accomplissant toutes sortes d'exploits, mais ses discours ne sont pas particulièrement lus ou connus. Ce sont d'autres mécanismes de légitimation qui sont à l'œuvre. Pour l'essentiel, Poutine a capitalisé sur la hausse du PIB permise par l'envol des prix du pétrole dans les années 2000. Une fois que cette amélioration économique a commencé à ralentir avec les effets de la crise de 2008, sa popularité a commencé à baisser. La chute a été enrayée de façon très nette par l'annexion de la Crimée et la fierté du retour de la Russie sur la scène internationale avant de recommencer à baisser à partir de 2018 à l'issue d'un conflit social important au sujet de la réforme des retraites.

Depuis l'invasion de la Crimée, les indicateurs semblent être à nouveau à la hausse, mais la situation est tellement particulière et les conditions de travail pour les centres d'enquête d'opinion tellement contraintes que je resterais prudente sur l'interprétation.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 13 mai 2022